Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1840.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Accompagnant le projet de loi présenté par M. le ministre de la justice, portant interprétation de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de vous présenter un projet de loi interprétative de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817, sur les mutations par décès : cet article établit, sous le titre de droit de succession, un impôt sur la valeur de tout ce qui sera recueilli ou acquis dans la succession d'un habitant du royaume, et un droit de mutation sur les immeubles recueillis par le décès de quelqu'un qui n'y est pas réputé habitant.

Après le décès d'une personne mariée sous l'empire de la coutume de Luxembourg, l'administration de l'enregistrement a poursuivi l'époux survivant, pour le paiement du droit de succession.

L'art. 8 du titre VIII de la coutume de Luxembourg, est ainsi conçu :
« Au survivant des deux conjoints appartiennent tous les meubles et tout ce
» qui est réputé tel, ensemble l'usufruit de tous les biens immeubles du
» trépassé, comme aussi de la moitié des acquêts faits constant le mariage
» (l'autre moitié lui demeurant en pleine propriété), soit qu'ils aient enfants
» à l'heure de leur trépas ou point. »

Les tribunaux de Neufchâteau et d'Arlon, n'ont pas accueilli la demande de l'administration ; le premier, par le motif que le contrat de mariage avait conféré au survivant un droit irrévocable, et qui n'a pu être assujéti depuis lors à aucune charge nouvelle ; le second, parce que les gains de survie sont échus au survivant, en vertu d'un partage de communauté, réglé dès le premier jour de son mariage, et que la loi du 27 décembre 1817 atteint seulement les valeurs recueillies à titre de successeur ou d'héritier.

Saisie deux fois de cette question, la Cour suprême a cassé les jugements des tribunaux de Neufchâteau et d'Arlon. Ses arrêts du 16 février 1836 et du 22 octobre 1838, le dernier rendu chambres réunies, sont basés sur le principe que la loi du 27 décembre 1817 s'applique à toutes les mutations par décès, à quelque titre qu'elles aient lieu, et que la transmission des biens en faveur du survivant des époux mariés sous la coutume de Luxembourg, s'opère au moment du décès de son conjoint.

La contrariété de ces décisions rend aujourd'hui nécessaire l'intervention du pouvoir législatif. Le gouvernement vous propose, Messieurs, de convertir en loi, le principe des arrêts de la Cour de cassation; ce principe est en harmonie avec toutes les dispositions de la loi de 1817. La plupart, en effet, sont conçues en termes généraux qui s'appliquent à toute mutation par décès; aucune n'autorise à rechercher pour la perception du droit, si les avantages sont obtenus à titre d'héritier ou de successeur, ou à un autre titre.

Les pièces annexées au projet contiennent, outre les décisions de la Cour de cassation et des tribunaux de Neufchâteau et d'Arlon, le compte-rendu des faits, et l'analyse des discussions qui ont eu lieu lors du premier pourvoi.

Le ministre de la justice,

RAIKEM.

PROJET DE LOI.

Leopold,

Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre ministre de la justice est chargé de présenter aux Chambres, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

L'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817 (*J. O.*, n° 37) est interprété de la manière suivante :

L'impôt perçu à titre de droit de succession, est dû sur la valeur de tout ce qui est recueilli par le conjoint survivant, dans la succession du conjoint prédécédé, à titre de gain de survie coutumier.

Donné à Bruxelles, le 21 février 1840.

LÉOPOLD.

Par le roi :

Le ministre de la justice,

RAIKEM.

ANNEXES.

1^o JUGEMENT DU TRIBUNAL DE NEUFCHATEAU.

Audience publique du 24 décembre 1834.

ENTRE

L'administration de l'enregistrement, des domaines et des forêts, demanderesse, d'une part,

ET

Pierre-Antoine Machuray, rentier et propriétaire, demurant et domicile à Cobraiville, défendeur, ayant élu domicile en la demeure et étude de M^e Jacquier, avoué à Neufchâteau, d'autre part.

Dans le fait,

Par exploit de l'huissier Barthélemy, de Bastogne, du deux juin mil huit cent trente-quatre, dûment enregistré, le receveur de l'enregistrement et des domaines au bureau de Bastogne, a fait signifier au défendeur Pierre-Antoine Machuray, une sommation de payer à son bureau, la somme de trois mille trois cent cinq francs trois centimes, pour droits dus sur la succession de la dame Anne-Catherine Dufaz, son épouse, décédée à Cobraiville, le dix-neuf octobre mil huit cent trente-trois, à raison de la propriété des meubles et de l'usufruit des immeubles de la défunte, lui échus comme époux survivant, en vertu de l'art. 8, titre VIII, des coutumes de Luxembourg, sous l'empire desquelles ils avaient contracté mariage, le tout résultant de la déclaration déposée par le défendeur, le dix-neuf avril précédent.

Par exploit de l'huissier Louche, de Neufchâteau, en date du 14 juillet mil huit cent trente-quatre, représenté en copie, le défendeur Pierre-Antoine Machuray a formé opposition à la sommation mentionnée ci-dessus, avec assignation à l'administration demanderesse à comparaître devant ce tribunal, après l'expiration du délai légal, les neuf heures du matin, à l'effet d'entendre dire, qu'il n'est tenu de payer aucune somme au trésor de l'État par suite du décès d'Anne-Catherine Dufaz, son épouse, ni à cause de la propriété de tout le mobilier de la communauté dissoute, ni à raison de l'usufruit des immeubles ayant appartenu à la défunte, attendu que ces avantages lui ont été assurés au moment de son mariage, célébré sous l'empire de la coutume de Luxembourg, sans autres charges que celles exprimées en l'art. 8 du titre VIII de ladite coutume et qu'exiger de lui la somme dont s'agit, ce serait aggraver sa condition et donner à la loi un effet rétroactif.

L'administration, dans son mémoire en date du huit octobre mil huit cent trente-huit, signifié au défendeur Machuray par exploit de l'huissier Louche, de Neufchâteau, du seize même mois, dûment enregistré, a dit qu'il existe plusieurs décisions par lesquelles l'autorité judiciaire a consacré en principe, que les gains nuptiaux, assurés aux époux par un contrat de mariage passé sous les anciennes coutumes, ne déposaient point l'époux donateur, que par suite, lorsque ce dernier mourait après la

promulgation de la loi fiscale établissant un droit de succession, ce droit devait être payé par l'époux donataire, lequel recueillait, sans contredit, lesdits avantages dans la succession de l'époux prédécédé; qu'il existe au surplus plusieurs arrêts qui ont fait application du même principe.

Se bornant en conséquence à ce qui précède, l'administration demanderesse a conclu à ce qu'il plût au tribunal débouter le défendeur Machuray de son opposition, et le condamner à payer à l'administration :

1° La somme de trois mille trois cent cinquante francs trois centimes, montant, y compris les centimes additionnels, des droits dont il s'agit, ci.	fr. 3,305 03
2° Le dixième en sus à titre de pénalité (sans additionnels), ci.	262 30
	fr. 3,567 33

3° Et les dépenses de l'instance.

Les dossiers ont été remis à M. le juge Debrun, qui a fait le rapport de cette affaire à l'audience du dix-huit décembre courant, à laquelle M. Herman, substitut-procureur du roi, a été entendu en ses conclusions, et après délibéré, le tribunal a, à l'audience de ce jour, prononcé le jugement suivant :

Attendu qu'il est constant en fait, que les époux Machuray avaient contracté mariage sous l'empire des coutumes de Luxembourg, et antérieurement aux lois établissant des droits sur les successions et gains de survie ;

Attendu en droit que, par les dispositions de l'art. 8, titre VIII desdites coutumes, le défendeur avait acquis le droit irrévocable de recueillir tous les meubles et l'usufruit des immeubles de son épouse prémourante; qu'il suit de là que ce droit n'a pu être assujéti à aucun impôt ou charge établi postérieurement à la célébration de son mariage ;

Par ces motifs,

Le tribunal, ouï M. le juge Debrun dans son rapport, M. Herman, substitut-procureur du roi en ses conclusions conformes, déclare l'administration non fondée dans ses poursuites et la condamne aux dépens.

Prononcé au palais de justice à Neufchâteau, en audience publique, les jour, mois et an que dessus, où étaient MM. Santkin, président, Debrun, Duchêne, juges, Ruth, procureur du roi, et Tschoffen, commis-greffier.

Signés, SANTKIN et TSCHOFFEN.

Pour copie conforme délivrée sur la demande de M. le procureur du roi, par le greffier soussigné,

Signé, OTTE.

Pour copie conforme :

Le secrétaire-général du ministère de la justice,

PAQUET.

2^o PREMIER ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION.

Machuray, devenu veuf en 1833, d'Anne-Catherine Dufaz qu'il avait épousée sans contrat, sous le régime de la coutume de Luxembourg, avait retenu, en vertu de l'art. 8, tit. VIII de cette coutume, la propriété de tous les meubles et l'usufruit tant des immeubles propres que de la moitié appartenant à la défunte dans les conquêts. Poursuivi par l'administration en paiement du droit de succession établi par la loi du 27 décembre 1817, il se pourvut en opposition devant le tribunal de Neufchâteau qui rendit, le 24 décembre 1834, le jugement suivant :

Attendu qu'il est constant en fait, que les époux Machuray avaient contracté mariage sous l'empire des coutumes de Luxembourg, et antérieurement aux lois établissant des droits sur les successions et gains de survie ;

Attendu en droit que, par les dispositions de l'art. 8, tit. VIII desdites coutumes, le défendeur avait acquis le droit irrévocable de recueillir tous les meubles et l'usufruit des immeubles de son épouse prémourante ; qu'il suit de là que ce droit n'a pu être assujetti à aucun impôt ou charge établis postérieurement à la célébration de son mariage ; par ces motifs, etc., le tribunal déclare l'administration non fondée dans ses poursuites et la condamne aux dépens.

Pourvoi en cassation par l'administration pour fausse interprétation de l'art. 8, tit. VIII de la coutume de Luxembourg, contravention expresse au même article, violation des art. 1 et 17 de la loi du 27 décembre 1817.

On convenait, en soutenant ce pourvoi, que le droit de succession ne pouvait être dû que pour autant que la transmission de propriété ou d'usufruit se fût opérée par le décès de la femme, mais on prétendait en effet que c'était dans sa succession que ces avantages avaient été recueillis. On en trouvait, disait-on, une première preuve dans l'article cité de la coutume (transcrit ci-après dans l'arrêt) : *au survivant appartiennent...* Cette expression est déclarative de l'effet de la survie ; elle représente un droit qui s'ouvre pour le survivant, en sa qualité de survivant ; un droit qu'il n'avait donc pas avant le décès de son conjoint. S'agit-il d'un droit qui lui appartenait antérieurement, les expressions de la coutume changent, elles ne sont plus attributives, mais simplement récognitives de ce droit ; l'autre moitié (des acquêts) lui demeurant en pleine propriété, dit le même article. Le mot *demeurant*, employé par opposition au mot *appartiennent*, est là caractéristique d'un droit différent ; les droits *qui appartiennent* au survivant ne sont point des droits préexistants qui lui *demeurent*, ce sont des droits que le décès ouvre et réalise à son profit, qui tombent, par conséquent, sous les termes de la loi de 1817, qui s'applique à tout ce qui est acquis dans la succession.

Cette interprétation est encore justifiée par les principes que la coutume établit sur l'association conjugale : l'art. 3 du même titre déclare que « les conjoints par mariage sont communs en tous biens, meubles et acquêts immeubles. » Chaque époux est donc propriétaire de la moitié des meubles ; cette propriété, il la conserve aussi long-temps qu'il respire ; lorsqu'il meurt, elle se trouve dans sa succession, et c'est nécessairement là que le survivant doit la prendre. Même raisonnement quant à l'usufruit des immeubles : l'époux conserve jusqu'à son décès la pleine propriété de ces biens. Ce sont les expressions mêmes de l'art. 8 ; c'est donc aussi dans la succession de l'époux prémourant que l'autre recueille l'usufruit qui est un démembrement de cette propriété. Cette disposition expresse, qui déclare les époux propriétaires par moitié, repousse péremptoirement la fiction qui ferait opérer rétroactivement l'effet de la survie, pour

Enfin, c'est à ce titre de *douaire* que le statut coutumier accorde ces avantages à l'époux qui survit (*ibid.*, art. 9 et 14); or, on ne discute plus aujourd'hui sur la nature du douaire; il n'est qu'une expectative qui ne se réalise que par le décès de l'un des époux : il n'y a pas plus de douairier que d'héritier d'un vivant.

Inutilement dit-on que le survivant a eu un droit certain et irrévocable depuis la célébration du mariage. Sans doute, il a eu le droit d'être douairier en cas de survie, mais ce droit était éventuel comme la condition de survie : il ne s'est réalisé, le statut n'a produit ses effets, en un mot, il n'y a eu transmission de propriété ou d'usufruit que par le décès.

C'est dans ce sens que la Cour de cassation de France a fixé sa jurisprudence sur cette question, et spécialement pour la coutume de Luxembourg, par trois arrêts bien formels, des 23 floréal an XIII, 20 frimaire an XIV et 5 novembre 1806, rapportés au *Répert. de jurispr.*, v. *Gains nuptiaux et de survie*, § XII. A la vérité, ces arrêts ont été rendus sous la loi du 22 frimaire an VII, mais par interprétation de l'art. 8, tit. VIII de la coutume de Luxembourg; l'application de la loi de frimaire a été déterminée par la considération que, sous la coutume de Luxembourg, la mutation de propriété n'avait lieu au profit du survivant qu'au moment du décès de l'autre époux. Le même principe a été admis par la Cour dans son arrêt du 19 mai 1834 (*Bull.*, 1834, p. 276) (1).

Le défendeur a combattu le pourvoi en soutenant que la loi de 1817 ne lui était pas applicable, parce qu'il n'avait rien recueilli, rien acquis dans la succession de sa femme. Il n'avait rien recueilli, puisqu'il n'était pas héritier; il n'avait pas acquis les meubles, puisqu'appartenant au survivant, aux termes de la coutume, ils n'avaient pu se trouver dans la succession du prédécédé. Il en était de même de l'usufruit des immeubles; la défunte n'avait laissé dans son avoir que la nue-propriété; l'usufruit de sa part des acquêts avait été, lors de leur acquisition, assuré au survivant; ils n'étaient entrés dans le domaine des époux qu'avec cette modification; l'usufruit des propres lui avait, de même, été acquis depuis le mariage et par l'effet même du mariage; le décès ne lui avait donc rien transmis; quant aux arrêts de la cour de cassation de France, on ne pouvait les invoquer, parce que la loi de frimaire, dont ils ont fait l'application, avait un effet rétroactif que n'a point celle de 1817.

Conclusions à la cassation.

ARRÊT :

La cour, ouï le rapport de M. le conseiller Marcq et sur les conclusions de M. Defacqz, premier av. gén. ;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1817, qui statue qu'il sera perçu, à titre de droit de succession, un impôt sur la valeur de tout ce qui sera recueilli ou acquis dans la succession d'un habitant du royaume décédé après le 31 décembre 1817;

Vu l'art. 8, tit. VIII de la coutume de Luxembourg, portant :

« Au survivant des deux conjoints appartiennent tous les meubles et tout ce qui est réputé tel, ensemble l'usufruit de tous les biens immeubles du trépassé comme aussi de la moitié des acquêts faits constant le mariage (l'autre moitié lui demeurant en pleine propriété), soit qu'ils aient enfants à l'heure de leur trépas ou point. »

Attendu que les avantages conférés par cet article au survivant des conjoints, ne lui sont donnés que pour en jouir au moment du décès du prémourant et à titre de gain

---

(1) La cour de la Haye a rendu, le 20 juin 1823, un arrêt dans le même sens. V. *Jurisprudence de Belgique*, 1824. T. II, suppl., pag. 349.

de survie ; que cette disposition qui s'étend même aux biens à venir, donne à la vérité à chacun des époux, dès l'instant du mariage, un droit irrévocable quoique éventuel, mais n'opère cependant aucune transmission de propriété ou d'usufruit avant le décès de l'un d'eux au profit de l'autre ;

Qu'il suit de là que c'est sur les biens qui se trouvent dans la succession du prémourant que le survivant exerce ses droits et recueille les avantages que lui assure la coutume ; que partant le demandeur en cassation était passible du droit imposé par la loi du 27 décembre 1817, et que, pour l'avoir décidé autrement, le jugement attaqué a faussement interprété l'art. 8, tit. VIII de la coutume de Luxembourg, et par suite a violé l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre précitée, comme aussi l'art. 17 de la même loi qui fixe la hauteur du droit à percevoir ;

Pour ces motifs,

Casse, etc.

Du 16 février 1836.—Ch. civ. Prés. M. Van Meenen. Plaid. MM. Verhaegen jeune et Sanfourche-Laporte.

3^o JUGEMENT DU TRIBUNAL D'ARLON, EN DATE DU 9 JUIN 1837.

ENTRE

L'administration de l'enregistrement et des domaines, demanderesse,

ET

Jean-Charles François, desservant à Rosière, en sa qualité d'héritier universel de Pierre-Antoine Machuray, vivant propriétaire à Cobraville, suivant testament passé devant M. Mahin, notaire à Sibret, le vingt février mil huit cent trente-six, enregistrée le vingt juillet suivant, 2^o et, pour autant que de besoin, Jean-Henri Lambin, propriétaire à Neufchâteau, en qualité de donataire des droits dudit François à la succession du sieur Machuray, suivant donation passée devant le notaire Mahin, le vingt-trois juillet mil huit cent trente-six, enregistrée le même jour, défendeurs.

Attendu que c'est pour droit de succession, en vertu des articles I et 17 de la loi du 27 décembre 1817, combinés avec l'art. 8, titre VIII de la coutume de Luxembourg, que la demanderesse réclame l'impôt refusé par Machuray ;

Attendu que l'art. 1^{er} de ladite loi portant expressément que c'est à titre de droit de succession et dans ce qui sera recueilli ou acquis dans la succession d'un habitant du royaume que l'impôt sera perçu, ce ne sont que les valeurs obtenues en qualité de successeur ou d'héritier, et puisées dans des successions que ledit impôt peut atteindre ;

Attendu que dans l'espèce, Machuray n'était point héritier de son épouse, et que ses gains de survie lui sont échus non pas comme successible, mais par suite d'un partage de communauté réglé dès le jour de son mariage par l'art. 8, titre VIII de la coutume du pays ;

Attendu que ce serait détourner le sens de la loi du 27 décembre 1817, que de l'interpréter par la loi du 22 frimaire an VII ; qu'en effet, pour que les valeurs acquises tombent sous l'application de cette dernière loi, il n'est pas nécessaire qu'elles aient été recueillies à titre de succession, ni qu'elles se soient trouvées dans une succession ; qu'il suffit, pour provoquer cette application, qu'il y ait mutation ou transmission de

propriété ou d'usufruit d'immeubles qui s'effectuent par décès, cette loi ne distinguant pas entre celui qui recueille en qualité d'héritier ou de commun en bien.

Par ces motifs,

Le tribunal déclare l'administration demanderesse non fondée dans ses poursuites et la condamne aux dépens.

4^o SECOND ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION.

Nous Léopold I^{er}, roi des Belges, à tous présents et à venir, faisons savoir,

La Cour de cassation a rendu l'arrêt suivant :

ENTRE

M. le ministre des finances de Belgique, poursuite et diligence de M. le directeur de l'enregistrement et des domaines dans la province de Luxembourg, dont les bureaux sont établis à Arlon, demandeur en cassation d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de l'arrondissement de Luxembourg séant à Arlon, le neuf juin mil huit cent trente-sept, comparant par maître Verhaegen jeune, avocat à la cour d'une part,

ET

Jean-Charles François, desservant, domicilié en la commune de Rosière (la petite), province de Luxembourg, héritier universel testamentaire du sieur Pierre Antoine Machuray, propriétaire à Cobraiville, et Jean-Henri Lambin, propriétaire, domicilié à Neufchâteau, en qualité de donataire des droits dudit François à la succession de Pierre-Antoine Machuray, défendeurs, non comparants d'autre part.

Faits :

Les époux Machuray se marièrent sous l'empire de la coutume de Luxembourg, dont l'art. 8 du titre VIII est conçu comme suit :

« Au survivant des deux conjoints appartiennent tous les meubles et ce qui est » réputé tel, ensemble l'usufruit de tous les biens immeubles du trépassé comme » aussi la moitié des acquêts faits constant le mariage (l'autre moitié leur demeurant » en pleine propriété), soit qu'ils aient enfants à l'heure de leur trépas ou point. »

La dame Machuray décéda le dix-neuf octobre mil huit cent trente-trois, et par exploit du deux juin mil huit cent trente-quatre, le sieur Machuray, aujourd'hui représenté par les défendeurs en cassation, fut sommé de payer la somme de trois mille cinq cents francs trois centimes pour droits dus sur la succession de son épouse, à raison de la propriété des meubles, et de l'usufruit des immeubles de la défunte, lui échus comme époux survivant en vertu de l'art. 8 de la coutume de Luxembourg précité.

Le sieur Machuray forma opposition à cette sommation, soutenant, qu'il n'était tenu de payer aucune somme par suite du décès de son épouse, ni à cause de la propriété de tout le mobilier de la communauté dissoute, ni à raison de l'usufruit des immeubles ayant appartenu à la défunte; attendu que ces avantages lui avaient été assurés au moment de son mariage célébré sous la coutume de Luxembourg, sans

autres charges que celles exprimées audit art. 8 de la coutume, et qu'exiger de lui la somme dont s'agit, c'eût été aggraver sa condition et donner à la loi un effet rétroactif.

Le tribunal de Neufchâteau accueillit cette opposition et déclara l'administration non fondée dans sa demande, par jugement du vingt-quatre décembre mil huit cent trente-quatre ; sur le pourvoi de l'administration ce jugement fut cassé par arrêt de la Cour de cassation en date du seize février mil huit cent trente-six, et l'affaire ayant été renvoyée devant le tribunal d'Arlon, ce tribunal rendit, le neuf juin mil huit cent trente-sept, un jugement dont le dispositif est ainsi conçu :

Le tribunal, ouï M. Résébois, l'un des juges, en son rapport et le ministère public par M. Wurth, substitut du procureur du roi, en ses conclusions, déclare l'administration demanderesse non fondée dans ses poursuites, et la condamne aux dépens.

L'administration de l'enregistrement et des domaines se pourvut en cassation de ce jugement et fonda ce second pourvoi comme elle avait fondé celui dirigé contre le jugement du tribunal de Neufchâteau, sur la fausse application et la violation de l'art. 8, titre VIII de la coutume de Luxembourg et des art. 1 et 17 de la loi du vingt-sept décembre mil huit cent dix-sept.

Il consta d'un certificat délivré par le greffier de la Cour de cassation, le trente juillet mil huit cent trente-huit, qu'à cette époque les défendeurs n'avaient déposé aucun mémoire en défense. Il n'en fut pas déposé postérieurement.

A l'audience du vingt-deux octobre mil huit cent trente-huit, le rapport fut fait par M. le conseiller Lefebvre à ce commis.

M^e Verhaegen jeune, avocat de la partie demanderesse, prit ensuite les conclusions suivantes :

» Plaise à la cour annuler le jugement attaqué rendu par le tribunal de première instance de l'arrondissement de Luxembourg séant à Arlon, le neuf juin mil huit cent trente-sept, renvoyer la cause devant un autre tribunal, condamner les défendeurs aux dépens, tant de l'instance en cassation que de celle qui a eu lieu devant le tribunal d'Arlon. »

M^e Verhaegen développa les moyens à l'appui des conclusions qui précèdent. Personne ne se présenta pour les défendeurs.

M. Leclercq, procureur-général, fut entendu.

Sur quoi, et après en avoir délibéré en chambre du conseil, la Cour rendit l'arrêt suivant :

La Cour,

Ouï M. le conseiller Lefebvre en son rapport et sur les conclusions de M. Leclercq, procureur-général ;

Vu l'art. 23 de la loi du quatre août mil huit cent trente-deux ;

Attendu que le jugement rendu par le tribunal de première instance séant à Arlon, le neuf juin mil huit cent trente-sept, est attaquée par le même moyen que le jugement rendu par le tribunal de Neufchâteau le vingt-quatre décembre mil huit cent trente-quatre, annulé par la Cour de cassation le seize février mil huit cent trente-six, qu'ainsi l'affaire doit être jugée par les chambres réunies de cette Cour ;

Vu les art. 1, 2, 4, 8 et 17 de la loi du vingt-sept octobre mil huit cent dix-sept, les art. 3 et 8, titre VIII, de la coutume de Luxembourg ;

Vu aussi le certificat de non-production, délivré par le greffier de cette cour le trente juillet dernier ;

Attendu qu'il résulte clairement tant du texte seul de l'art. 1^{er} de la loi du vingt-sept décembre mil huit cent dix-sept, que de sa combinaison avec les art. 2, 4 et 8

de la même loi, que cet article est général et absolu et s'étend, non seulement à ce qui est acquis dans une succession à titre d'héritier et de légataire, mais aussi à toutes les transmissions par décès indistinctement ;

Que les avantages que l'art. 8 titre VIII, de la coutume de Luxembourg donne au survivant des conjoints, ne lui sont donnés que pour les recueillir au moment du décès du prémourant et à titre de gains de survie ;

Que cela résulte en outre, quant aux meubles et acquêts immeubles, de l'art. 3 précité ;

Que la disposition de l'art. 8, qui comprend aussi des biens à venir, donne à la vérité à chacun des époux un droit irrévocable, mais n'en tient pas moins en suspens la transmission des biens qui en sont l'objet, jusqu'à la mort de l'un des conjoints, époque à laquelle cette transmission s'opère en faveur du survivant ;

D'où il suit, que les avantages que la coutume de Luxembourg accorde au survivant des époux, ne lui sont transmis qu'au moment du décès de l'autre époux ; que, sous ce rapport, ils tombent directement sous l'application de l'art. 1^{er} de la loi du vingt-sept décembre mil huit cent dix-sept, lorsque la dissolution du mariage a eu lieu depuis la publication de cette loi, et qu'ainsi le tribunal d'Arlon, en déclarant l'administration non fondée dans sa demande, a formellement contrevenu aux dispositions législatives précitées ;

Par ces motifs,

Donne défaut contre les défendeurs, et pour le profit, casse et annule le jugement rendu par le tribunal de première instance séant à Arlon, le neuf juin mil huit cent trente-sept, condamne les défendeurs aux dépens du jugement annulé et à ceux de la présente instance en cassation, ces derniers liquidés à deux cent six francs soixante-quatorze centimes.

Ordonne que le présent arrêt sera transcrit sur les registres dudit tribunal et que mention en sera faite en marge du jugement annulé.

Renvoie la cause devant le tribunal de première instance séant à Namur, pour y être statué après interprétation de la loi.

Fait et prononcé, en audience publique de la Cour de cassation, chambres réunies, à Bruxelles, le vingt-deux octobre mil huit cent trente-huit, présents MM. De Gerlache, premier président, de Sauvage, Van Meenen, présidents, Bourgeois, Marcq, Destouvelles, De Guchteneere, De Faveaux, Peteau, De Swerte, Joly, Petitjean, Lefebvre, baron de Rasse, Wurth, Cruts, Defacqz, conseillers, Leclercq, procureur-général, Adan, greffier en chef.

Signé, E.-C. DE GERLACHE.

Signé, J.-E.-J. ADAN, greffier.

Mandons et ordonnons à tous huissiers à ce requis, de mettre le présent arrêt à exécution, à nos procureurs-généraux et à nos procureurs près des tribunaux de première instance d'y tenir la main, et à tous commandants et officiers de la force publique, d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, le présent arrêt a été signé et scellé du sceau de la Cour.

Pour expédition conforme, délivrée le quatre novembre mil huit cent trente-huit à M^e Verhaegen, jeune, avocat du demandeur.

Le greffier en chef,

Signé, J.-C.-J. ADAN.

Enregistré à Bruxelles, le trois novembre mil huit cent trente-neuf, vol. 248, fol. 51, case 4, droit en débit, cinquante-trois francs quarante-trois centimes, additionnels compris.

Le receveur,
Signé, BREGENTZER.

Pour expédition conforme délivrée à M. le procureur-général.

Le greffier en chef,
Signé, J.-C.-J. ADAN.

Pour copie conforme :
Le secrétaire-général du ministère de la justice,
PAQUET.